

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

11^{me} ANNEE — N° 144

LE NUMERO :

Du 12 au 25 Février 1973

0,80 F

A bas l'Etat bourgeois et son Parlement ! Vive la révolution prolétarienne ! Vive le communisme !

Prolétaires, Camarades,

En 1917, reprenant victorieusement la tentative de la Commune de Paris, la Révolution d'Octobre balayait d'un coup tous les mensonges et toutes les institutions de la démocratie.

En dispersant avec les fusils des marins de Cronstadt la Douma, le Préparlement puis l'Assemblée Constituante, organes de l'« Etat le plus démocratique du monde », et en les remplaçant par le pouvoir des prolétaires en armes, puis en créant deux ans plus tard l'Internationale Communiste, elle confirmait dans les faits les thèses que le marxisme avait proclamées depuis toujours : la classe opprimée, le prolétariat, ne peut s'émanciper par une réforme pacifique et graduelle du régime capitaliste à l'intérieur des frontières nationales, mais seulement en l'abattant par la violence révolutionnaire à l'échelle mondiale ; la démocratie parlementaire n'est pas un progrès à défendre ou à consolider, mais seulement, tout comme le fascisme, une des formes de la dictature bourgeoise ; l'Etat ne se conquiert pas de l'intérieur, mais se détruit pour ériger sur ses ruines la dictature prolétarienne dirigée par le parti de classe, qui refuse tout droit et toute liberté politiques à la classe exploiteuse vaincue et donc à ses partis.

Octobre 17 a été rendu possible par l'inlassable lutte politique menée par le parti bolchévik durant des décennies contre la mystification bourgeoise, qui prétend que l'Etat est un arbitre impartial entre les classes et que la démocratie garantit l'égalité de tous, exploités et exploités, affameurs et affamés, devant les urnes comme devant la loi ; et contre l'opportunisme social-démocrate, ouvert ou masqué, mais toujours partisan des réformes, du passage pacifique et démocratique au socialisme dans le cadre des frontières nationales, par la collaboration entre les classes et entre les partis.

A la veille d'Octobre, dans l'Etat et la Révolution, Lénine rappelait une fois encore aux prolétaires

Prolétaires, Camarades,

Aujourd'hui, les ennemis du prolétariat international et de la révolution sont les mêmes qu'hier : face à la classe ouvrière et aux peuples coloniaux, réprimant leurs révoltes grâce à un appareil policier et militaire sans cesse renforcé, les Etats bourgeois, qu'ils s'intitulent monarchistes, fascistes, démocratiques ou soi-disant « socialistes » ; à l'intérieur de la classe ouvrière, les faux partis « communistes » (nous citons pour mémoire les jeunes ou vieux cloportes « socialistes ») qui l'anesthésient patiemment en la divisant pays par pays, profession par profession, usine par usine, voire atelier par atelier, en sabotant toutes ses luttes et ses grèves, en lui faisant croire que son sort peut dépendre d'élections, de réformes pacifiques, en somme d'une meilleure gestion d'un Etat soi-disant au-dessus des classes. C'est précisément contre un tel programme de pacifisme social et de soumission au capitalisme, incarné par la II^e Internationale dégénérée, que les bolcheviks avaient reconstitué l'Internationale Communiste, véritable parti communiste mondial et préfiguration de ce que devra être demain l'organisation révolutionnaire du prolétariat.

combien la prétention démocratique est fausse et mensongère, quand une seule classe — la bourgeoisie —, qui a pris le pouvoir en détruisant par la violence révolutionnaire l'Etat féodal et autocratique, détient les moyens de production et les produits du travail d'autrui, et quand elle défend ce monopole au moyen de son Etat, qui n'est autre chose qu'un puissant appareil de répression (police, armée, magistrature, administration), et en utilisant tous les moyens d'intimidation, de conditionnement idéologique et de bourrage de crâne (école, église, presse ; aujourd'hui, radio et télévision). Et il ajoutait : « La toute-puissance de la richesse est plus sûre dans une république démocratique, parce qu'elle ne dépend pas des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme possible du capitalisme ; c'est pourquoi le capital, après s'en être emparé, assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, qu'aucun changement, ni d'hommes, ni d'institutions, ni de partis dans le cadre de la république démocratique bourgeoise ne peut l'ébranler ». Ainsi, non seulement il niait que la démocratie puisse représenter un moyen d'émancipation pour la classe ouvrière, mais il proclamait qu'elle est le plus sûr moyen de la maintenir soumise.

Les ennemis du communisme à cette époque, souvenez-vous-en camarades, n'étaient pas seulement les bourgeois déclarés et les armées impérialistes : c'étaient aussi tous les sociaux-démocrates qui, et trayés par la marche de la révolution, réclamaient des méthodes pacifiques, l'élection d'une Assemblée Constituante, et l'instauration d'une « véritable démocratie ». En Russie, ils ont été balayés par le prolétariat en armes ; en Allemagne, ce sont eux, les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, les Scheideman, Noske, Legien, les précurseurs de nos Mitterrand et Marchais, qui ont dirigé la répression sanglante contre la classe ouvrière insurgée.

Tout comme les sociaux-démocrates de la II^e Internationale, les faux « communistes » d'aujourd'hui vous disent une fois de plus que la démocratie, loin d'être un mensonge à dénoncer, est un patrimoine à sauvegarder. Ils canalisent l'énergie prolétarienne vers le soutien de l'édifice branlant des parlements, que la bourgeoisie elle-même, avec le développement de l'impérialisme, a abandonnés comme organes d'Etat, et qu'elle ne conserve précisément que pour détourner la révolte ouvrière. Ils vous promettent que « tout peut changer » dans les limites nationales, avec d'autres gouvernants issus d'une coalition électorale à la tête du même Etat, et à l'intérieur du cadre des institutions et de la constitution bourgeoises. Soucieux d'acheter le moindre vote, ils promettent aux cadres l'ascension sociale, aux intellectuels l'avènement du règne de l'esprit, aux paysans des subventions et des prix agricoles élevés, aux commerçants la conservation de la boutique et la diminution de l'impôt, aux entreprises capitalistes la sécurité des bénéfices. Mais pour la classe ouvrière, ils n'ont qu'un mot d'ordre : **Tiens-toi tranquille !** Le

prolétariat, qui constitue la seule force réelle qui puisse menacer la société bourgeoise, ne devra pas bouger, rester sagement à l'usine, de manière à ne pas compromettre l'intérêt national et les misérables réformes que toute bourgeoisie concède pour sauvegarder son pouvoir réel au prix de quelques miettes. Quant au véritable programme communiste, l'émancipation de la classe ouvrière par l'abolition du salariat et la destruction de l'éco-

Prolétaires, Camarades,

nomie capitaliste, il est renvoyé aux bons soins de la providence divine ; comme le disent ces canailles avec un tranquille cynisme, il ne faut pas être utopiste mais concret : autrement dit, il faut conserver l'esclavage salarié, le profit, la concurrence, la conquête des marchés, l'augmentation de la productivité, en somme toutes les lois de l'économie capitaliste, dont le fondement est l'exploitation de la classe ouvrière.

Vous qui voyez votre révolte sans cesse brisée ou trahie au moyen des diverses méthodes de la collaboration de classes, vous devez savoir que cette véritable division du travail entre l'Etat et les partis bourgeois d'une part, leurs complices opportunistes au sein de la classe ouvrière d'autre part ne date pas d'aujourd'hui et n'est pas le fait du hasard.

Restaurant en 1920 le véritable programme communiste trahi par les sociaux-démocrates, l'Internationale Communiste avait notamment réaffirmé que les prolétaires n'ont pas de patrie et que leur lutte internationale doit être dirigée par un parti mondial ; que cette lutte doit être étroitement soudée à celle des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme ; que l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être réalisée dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais exige la destruction violente de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat dirigée par le parti communiste.

Depuis que la révolution prolétarienne, d'abord victorieuse en Russie, a subi des défaites répétées en Europe et en Asie, et est enfin tombée sous les coups conjugués de l'impérialisme mondial, de ses valets opportunistes, et de la contre-révolution stalinienne qui a liquidé le bastion russe, tous ces principes élémentaires d'une véritable politique communiste ont été foulés aux pieds par les partis qui avaient mission de les défendre.

Prolétaires, Camarades,

Ces faux partis communistes se sont mis au service de la bourgeoisie dans la deuxième guerre impérialiste, en recrutant les prolétaires et en les envoyant au massacre pour défendre la « démocratie », c'est-à-dire un camp impérialiste contre un autre. Après la guerre, ministres à part entière du gouvernement bourgeois, ils ont continué leur besogne en remettant la classe ouvrière au travail, et en lui faisant croire que son heure viendrait plus tard une fois la « patrie » bourgeoise reconstruite ; simultanément, ils ont contribué à la répression sanglante menée par

l'impérialisme français contre les soulèvements des peuples colonisés, illustrée par les massacres de Syrie, d'Algérie, de Madagascar, du Cameroun, et les premiers massacres d'Indochine. Quoi d'étonnant à ce que vous les voyez aujourd'hui prêcher le calme et la soumission dans chaque lutte prolétarienne, la défense de l'intérêt national, le respect des institutions bourgeoises et la participation à la mystification parlementaire ? Ces partis ont montré par leur histoire et par leur programme politique ce qu'ils sont réellement : des agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat. Vous n'avez rien à attendre d'eux, sinon de nouvelles trahisons et, si vous vous révoltez, une nouvelle répression et s'il le faut de nouveaux massacres.

Le développement de divers courants baptisés « gauchistes » traduit une réaction normale à la trahison de plus en plus évidente de ces partis. Mais la critique de l'opportunisme est une mascarade qui n'a rien de communiste si elle est faite, comme c'est le cas des divers courants trotskystes, au nom du fantôme pleurnichard de la démocratie, en proposant des « programmes de transition » dont le contenu réel est la réforme de la société bourgeoise, en défendant l'Etat « ouvrier » russe, dont la nature strictement bourgeoise et capitaliste commence à devenir évidente aux plus aveugles, et en appelant finalement, après mille pitoyables contorsions... à voter aux élections pour les laquais de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière ; ou encore, comme le fait le maoïsme, en vantant la collaboration de classe avec la bourgeoisie pendant la deuxième guerre impérialiste, en prétendant marier les intérêts du prolétariat et des classes moyennes, et en se réclamant d'un Etat chinois déjà gardien de l'ordre en Asie avec l'accord de l'impérialisme US. Ou enfin, comme le fait l'anarchisme, en refusant au nom du respect religieux du principe démocratique, les armes de la centralisation, du parti, de la dictature de classe qui sont indispensables à la victoire prolétarienne.

La bourgeoisie se grise d'une prospérité passagère, qu'elle mesure à sa manière, c'est-à-dire d'après les quantités de marchandises vendues sur le marché, sans égard pour l'usure physique et mentale et les conditions d'existence de leurs producteurs directs

miettes qu'elles lâchent de temps en temps, malgré les efforts de tous leurs complices opportunistes pour tenir les prolétaires tranquilles, nulle part les classes dominantes n'ont pu faire disparaître la révolte toujours renaissante de la classe ouvrière contre l'exploitation et l'oppression du capital.

La bourgeoisie se grise d'une prospérité passagère, qu'elle mesure à sa manière, c'est-à-dire d'après les quantités de marchandises vendues sur le marché, sans égard pour l'usure physique et mentale et les conditions d'existence de leurs producteurs directs

enchaînés à vie à l'usine. Mais c'est précisément cette illusoire prospérité qui se retournera un jour contre la société bourgeoise, car elle n'est autre chose que l'accumulation frénétique du capital et la concurrence acharnée entre capitaux et entre Etats ; elle ne peut s'obtenir qu'en augmentant sans cesse l'exploitation, les cadences et l'intensité du travail, en jetant les ouvriers à la rue pour les remplacer par des machines plus productives, en surexploitant le prolétaire d'une usine ou d'un pays pour réduire au chômage son frère de classe de l'usine ou du pays voisins, en inondant la société de marchandises et en l'étouffant sous la surproduction de capital, autrement dit, en développant les antagonismes qui doivent inévitablement pousser le prolétariat à la lutte.

Cette lutte est encore aujourd'hui sporadique, entravée, désordonnée, inorganisée à l'échelle de la classe ouvrière. Demain, elle se généralisera et mettra en mouvement, à travers les convulsions de la société capitaliste, des couches de plus en plus vastes de prolétaires. Alors reviendra de nouveau à l'ordre du jour de l'histoire l'affrontement suprême entre le prolétariat et la bourgeoisie. Pour vaincre, la classe ouvrière devra s'appuyer sur les principes du communisme, qui ont été confirmés par l'histoire, et qui constituent de véritables armes dans le combat pour son émancipation. Elle devra centraliser toutes ses forces par l'intermédiaire de son parti international, balayer les bons apôtres du pacifisme social, refuser la légalité et la mystification démocratique bourgeoises, détruire par la violence armée l'Etat bourgeois, et instaurer la dictature du prolétariat qui prendra despotiquement les mesures abolissant la société marchande et instaurant la société socialiste.

Ce sont ces principes que les véritables communistes, s'ils ne peuvent encore aujourd'hui les mettre en application dans toutes leurs conséquences, doivent farouchement défendre et conserver intacts contre toutes les falsifications et trahisons opportunistes, de manière à pouvoir en faire demain, lorsque la classe ouvrière se lancera de nouveau à l'assaut du ciel, les véritables armes de la victoire définitive sur des siècles d'oppression.

Prolétaires, Camarades,

De la légalité bourgeoise et de tous ses propagandistes, vous n'avez à attendre que des défaites et des trahisons.

L'émancipation de la classe ouvrière ne s'obtiendra jamais par des voies « démocratiques », pacifiques et électorales, mais par la centralisation sous la direction de son parti et par-dessus les frontières des patries bourgeoises, de toutes ses forces dans la lutte pour détruire l'Etat bourgeois, instaurer la dictature du prolétariat, réprimer la résistance des classes vaincues, et abolir l'esclavage salarié et l'économie mercantile.

A bas l'Etat bourgeois, ses mystifications démocratiques et ses complices opportunistes !

Vive la révolution communiste et la dictature du prolétariat !

PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL

LA LEGALITÉ NOUS TUE

Fausseurs passés et présents

« Les partis de l'ordre, comme ils se nomment, périssent de l'état légal qu'ils ont créé eux-mêmes. Avec Odilon Barrot, ils s'écrient désespérés : la légalité nous tue, alors que nous, dans cette légalité, nous faisons des muscles fermes et des joues roses et nous respirons la jeunesse éternelle. Et si nous ne sommes pas assez insensés pour nous laisser pousser au combat de rues pour leur faire plaisir, il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale. »

(Engels, Introduction à la seconde édition de « Les luttes de classe en France de 1848 à 1858 » de K. Marx, mars 1895.)

De notoriété publique, ce texte d'Engels a été mutilé par les « responsables » de la social-démocratie allemande, comme de nombreux écrits de lui et de Marx, dont certains furent enfermés pendant des années dans un tiroir. On le trouve commenté de la façon suivante dans l'édition italienne de leurs « Œuvres choisies » par le néo-stalinien et gramsciste Luciano Gruppi, qui affirme qu'Engels y accomplit « le plus grand effort qui ait jamais été tenté par un marxiste pour rechercher quelle fonction révolutionnaire les institutions de la démocratie bourgeoise et la légalité démocratique elle-même peuvent remplir quand la classe ouvrière a atteint un niveau déterminé de force et de capacité politique dans le cadre d'un Etat démocratique. Mais toute cette recherche est menée sans perdre de vue la particularité historique (allemande) à laquelle elle se réfère et sans jamais oublier que l'emploi de la violence pourrait toujours se révéler à nouveau nécessaire. Engels établissait donc fermement la limite qui séparerait sa théorisation concer-

nant l'emploi des moyens démocratiques et pacifiques dans la lutte pour le socialisme de celle qui s'implantait dans la social-démocratie et qui tendait de plus en plus à présenter la voie légale comme l'unique voie possible. Telle était la distinction à laquelle Engels tenait à établir et que les amputations apportées à son texte visaient à effacer.

« Le développement opportuniste que la recherche d'Engels subit dans les élaborations successives qu'en fit la social-démocratie, l'exigence de la lutte contre le réformisme qui guida l'aile gauche du mouvement ouvrier, contribuèrent à rejeter dans l'ombre ce moment si riche de développements possibles de la pensée d'Engels. Aujourd'hui, cette élaboration redevient d'une brûlante actualité dans la recherche accomplie par le mouvement ouvrier sur le rapport entre démocratie et socialisme » (Luciano Gruppi, in Marx-Engels, *Opere scelte*, II ed. Editori Riuniti, Roma 1969, p. 1.256).

Bien que « théoricien » ouvertement droitier du P.C.I. qui est à l'avant-garde du révisionnisme néo-stalinien (« ligne italienne »), l'auteur de ce commentaire cherche à se différencier des falsificateurs social-démocrates du marxisme. Il y parvient en repoussant l'interprétation ouvertement de droite de la social-démocratie et en se ralliant en substance à l'attitude du centre social-démocratique. Il faut noter que le commentateur insinue que la tactique d'utilisation des possibilités légales en Allemagne préconisée par Engels n'a qu'un caractère contingent en raison du développement insuffisant de la démocratie dans le Reich, alors que « dans le cadre d'un Etat démocratique », « la voie pacifique au socialisme » acquiert une pleine légitimité historique.

La véritable position d'Engels et du marxisme

En réalité, Engels a clairement repoussé toute déformation même centriste de la stratégie révolutionnaire marxiste. Quelques citations extraites de sa correspondance suffiront à le prouver :

« ... Si aujourd'hui, en Allemagne, on se fixe comme but la démocratie, on doit s'appuyer sur les paysans et les petits-bourgeois, en d'autres termes sur des classes en voie de disparition, des classes réactionnaires par rapport au prolétariat si on veut les conserver artificiellement. En outre, on ne doit pas oublier que la forme conséquente de la domination bourgeoise est justement la république démocratique, qui est devenue trop risquée en raison du développement déjà atteint par le prolétariat, mais qui reste une forme possible de la domination bourgeoise, comme la France et les Etats-Unis le montrent... La république démocratique reste toujours la dernière forme de la domination bourgeoise, forme dans laquelle celle-ci crèvera. » (A. Bernstein, 14 mars 1884.)

« Il importe avant tout de déblayer le terrain pour la lutte décisive, et que la position des partis soit nette et pure. Cette évolution lente, mais irrésistible de la république française aboutira inévitablement à une opposition des bourgeois radicaux qui jouent aux socialistes et des ouvriers vraiment révolutionnaires. » (A. Babel, 6 juin 1884.)

« En ce qui concerne la démocratie pure et sa fonction dans l'avenir, il est clair qu'en Allemagne, elle aura un rôle beaucoup plus insignifiant que dans les pays de développement industriel plus ancien ; mais cela n'empêche pas qu'au moment de la révolution, elle aura une im-

portance momentanée en tant que parti bourgeois extrême : c'est ce qui s'est déjà produit à Francfort en 1849, puisqu'elle constituait l'unique bouée de sauvetage de toute l'économie bourgeoise et même féodale. A ce point, toute la masse des réactionnaires s'alligne derrière elle et la renforce, tout ce qui est réactionnaire se donne des airs démocratiques... Cela s'est produit dans toutes les révolutions... Nous ne pouvons pas nous attendre à voir derrière nous la majorité des électeurs, c'est-à-dire de la nation, au moment de la crise. Toute la classe bourgeoise et les résidus des classes féodales possédantes, une grande partie de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie s'allieront derrière le parti bourgeois extrême qui prendra des attitudes révolutionnaires extrémistes... A l'état actuel des choses, si l'impulsion vient du dehors, ce ne peut être que de Russie ; mais si elle vient de l'Allemagne elle-même, alors la révolution ne peut partir que de l'armée. Un peuple désarmé contre une armée moderne est, du point de vue militaire, une grandeur purement évanescence. Dans ce cas, nos réservistes de 20 à 25 ans qui ne votent pas, mais sont entraînés au maniement des armes entreraient en action, et il serait possible de sauter par-dessus la démocratie pure... De toute façon, notre seul ennemi au moment et au lendemain de la crise sera l'ensemble de la réaction regroupée autour de la démocratie pure. » (A. Babel, 11 décembre 1884.)

« Ah, mais nous, en France, nous avons la république », nous diront les ex-radicaux ; « chez nous, les choses sont différentes : nous pouvons utiliser le gouvernement pour des mesures socia-

listes ! » Face au prolétariat, la république diffère de la démocratie seulement en tant que forme politique déjà prête pour la domination future du prolétariat : vous avez sur nous l'avantage de la posséder déjà — nous autres, nous devons perdre vingt-quatre heures à la faire. Mais la république, comme toute autre forme de gouvernement, est déterminée par son contenu : tant qu'elle est la forme de la démocratie bourgeoise, elle nous est hostile comme n'importe quelle monarchie (...) c'est donc une illusion de la prendre pour une forme essentiellement socialiste, de lui confier, tant qu'elle est dominée par la bourgeoisie, des tâches socialistes. Nous pourrions lui arracher des concessions, jamais la charger de remplir des tâches qui nous sont propres... » (A. Lafargue, 6 mars 1894.)

« Libecknecht m'a joué un vilain tour : dans mon introduction aux articles de Marx sur la France de 1848-1850, il a pris tout ce qui pouvait lui servir pour défendre la tactique pacifique et non violente à tout prix qu'il préconise depuis quelque temps, surtout maintenant qu'on prépare à Berlin des lois d'exception : mais cette tactique, je la recommande pour l'Allemagne d'aujourd'hui, non sans réserves substantielles : en France, en Belgique, en Italie, en Autriche, elle ne pourrait être appliquée dans son ensemble, et en Allemagne, elle pourra devenir inapplicable demain... » (A. Lafargue, 3 avril 1895.)

« Nous ne pouvons admettre que vous préconisiez à corps perdu la légalité absolue, la légalité même à l'égard de ceux qui sortent de la légalité, en somme la politique qui consiste à tendre la joue gauche à ceux qui vous ont frappé sur la droite... J'estime que vous n'avez rien à gagner en prêchant le renoncement absolu à l'intervention violente : personne ne vous croira, et aucun parti, dans aucun pays, ne va aussi loin dans la renonciation au droit à la résistance armée, à l'illégalité. Chose plus importante, je dois tenir compte des étrangers — Français, Anglais, Suisses, Autrichiens, Italiens, etc. — qui lisent ce que j'écris : je ne peux me compromettre si complètement face à eux... Si vous voulez expliquer aux gouvernants que si vous attendez, c'est uniquement parce que vous n'êtes pas encore assez forts pour vous tirer d'affaire tous seuls et parce que l'armée n'est pas encore complètement minée, alors, mes chers amis, pourquoi toutes ces vantardises quotidiennes dans votre presse sur les progrès et les succès gigantesques du Parti ? Ces gens savent aussi bien que nous, que nous allons à la victoire, que dans quelques années, nul ne pourra nous résister et c'est justement pour cela qu'ils veulent passer à l'attaque dès maintenant... Légalité tant que cela nous convient, mais non légalité à tout prix, même seulement en paroles ! » (A. Fischer, 8 mars 1895.) (En somme, la légalité à tout prix tue non pas les gouvernants, mais le parti prolétarien...)

Qu'on nous permette encore deux citations empruntées à des écrits d'Engels destinés aux Italiens :

« Il y en aura qui diront : mais pourquoi ne faites-vous pas la révolution tout de suite ? Parce que, n'ayant pas encore plus de 600.000 voix sur 5 millions et demi et ces voix étant dispersées entre de nombreux pays, nous serions certainement vaincus et que nous verrions ruiner par des soulèvements inconsidérés et des actes insensés un mouvement qui n'a besoin que d'un peu de temps pour nous conduire à un triomphe certain. Il est clair

qu'on ne nous laissera pas vaincre facilement, que les Prussiens ne pourront pas voir toute leur armée de guerre contaminée par le socialisme sans prendre des mesures réactionnaires ; mais plus la réaction et l'expression seront fortes, plus le fict monte-ra, jusqu'à balayer les digues... Voilà comment les nôtres répondent aux mesures de violence : ils ne s'en préoccupent pas, et ils les provoquent comme le meilleur moyen d'agitation. » (A. Biglami, 10 février 1877.)

« Je n'ai pas dit que « le parti socialiste deviendra la majorité, puis prendra le pouvoir ». J'ai dit expressément, au contraire, qu'il y a dix chances contre une que, bien avant ce résultat, nos dirigeants usent de violence contre nous, ce qui nous transporterait du terrain de la majorité au terrain révolutionnaire. » (Lettre ouverte à Bovio, 6 février 1892.)

Comme on sait, le discours de Marx à Amsterdam le 8 septembre 1872 a été utilisé de la même manière opportuniste : comme le dit Lénine dans « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky » (Pravda, N. 219, 11 octobre 1918) :

« La référence au fait que dans les années 70 Marx admettait la possibilité d'un passage pacifique au socialisme en Angleterre et en Amérique trahit le sophiste, c'est-à-dire, plus simplement le gredin qui commet ses filouteries au moyen de citations et de rappels. En premier lieu, même pendant ces années, Marx considérait cette éventualité comme une exception. En second lieu, à cette époque, le capitalisme monopoliste, c'est-à-dire l'impérialisme

Droitisme et centrisme

Arrivés à ce point, nous pouvons reprendre le thème de la falsification opportuniste dans sa forme droitiste et centriste.

La thèse des « droitiers », bien représentés par les social-démocrates classiques et par les néo-staliniens de droite (ces derniers faisant d'éventuelles réserves) est, comme nous le disions dans notre revue théorique *Prometeo* (5^e année, série II, N° 3-4, juillet - septembre 1952, pp. 139-140) que « les moyens insurrectionnels sont toujours et partout écartés, même quand on reconnaît que la prise pacifique du pouvoir, par des élections ou des agitations non armées n'est pas possible. Et ils le sont en vertu de « limites » que ces gens prescrivent à l'action ouvrière, limites qui doivent être respectées même s'il faut pour cela renoncer aux buts de classe ».

« Limite morale : l'homme civilisé considéré comme individu ou comme classe ne doit pas se tacher les mains de sang ni la conscience d'actes de violence.

« Limite légale : le citoyen moderne doit exercer son action politique par les moyens constitutionnels, et poser uniquement des problèmes institutionnels recueillant le consentement formel de la majorité.

« Limite historique : quand un pays a une économie capitaliste développée et de libres institutions parlementaires, le prolétariat ne doit pas employer des moyens illégaux, mais attendre que sa croissance numérique lui permette d'obtenir le pouvoir.

« La seule conclusion possible de cette thèse est la suivante : il y a eu des révolutions bourgeoises sanglantes et il peut y avoir des luttes armées pour des buts mixtes (c'est-à-dire communs aux classes bourgeoise et ouvrière), mais le socialisme écarte l'hypothèse d'une initiative illégale et révolutionnaire venant des ouvriers et dirigée con-

n'existait pas encore. En troisième lieu, précisément en Angleterre et en Amérique, il n'existait pas alors un appareil militaire comme instrument principal de la machine étatique bourgeoise, alors qu'il existe aujourd'hui ».

Selon le texte publié par *La Liberté* de Bruxelles (15 septembre) et par *Algemeen Handelsblad* d'Amsterdam (10 octobre 1872) et qui était bien plus complet que celui qui avait paru en pleine campagne anti-socialiste dans le *Volksstaat* du 2 octobre, Marx disait que « ... si cela peut être vrai, nous devons reconnaître que dans la plupart des pays du continent, la force motrice de notre révolution doit être la violence, et au bon moment, nous recourons à la violence pour établir la domination du travail... La révolution doit être solidaire, et nous en trouvons un exemple dans la commune de Paris qui est tombée parce qu'un grand mouvement révolutionnaire lié au puissant soulèvement du prolétariat parisien n'a pas éclaté simultanément dans toutes les capitales, Berlin, Madrid, etc — et dans ce but, il est également nécessaire que les organes dirigeants de l'Internationale soient investis d'un pouvoir très centralisé ».

Dans la préface à la première traduction anglaise du *Capital*, Engels notait comme Marx :

« Certes, je n'oublie jamais d'ajouter qu'il serait bien difficile que les classes dominantes anglaises se soumettent à cette révolution pacifique et légale sans une *pro-slavery rebellion*, c'est-à-dire une révolte visant à maintenir l'esclavage salarié.

tre le régime bourgeois développé. »

L'attitude que nous conviendrons d'appeler « centriste » est celle qui déforme et usurpe le plus souvent les positions d'Engels et en général du marxisme sur l'utilisation des « possibilités légales ». Tandis que le révisionnisme de « droite » est légataire à tout prix, ouvertement légalitaire dans ses moyens comme dans ses buts, même quand la classe dominante viole sa propre légalité, ce qui le conduit alors à prêcher la non-résistance au mal, ou à présenter la « lâcheté » comme un « hérosisme » dans le style de Turati ou Matteotti, le centriste, lui, reconnaît que la classe dominante peut sortir de sa propre légalité et que dans ce cas on peut poser, en termes essentiellement défensifs, la question de préserver ce que le prolétariat est censé avoir conquis précisément par l'action légale, même par des moyens non prévus par la routine légalitaire (parlementaire, etc.). Le centriste arrive donc à défendre la démocratie et le réformisme par des moyens « subversifs », tandis que le « droitisme » traditionnel condamne moralement de tels moyens. (Il y a pourtant des exceptions : par exemple, Turati se déclarait prêt à s'insurger en cas d'intervention de l'Italie aux côtés des Empires centraux pendant la première guerre mondiale, puis quand elle se rangea aux côtés de l'Entente, il se révéla défenseur acharné.)

Droitisme et centrisme dépendent donc également de la légalité bourgeoise, mais le second accepte de la défendre même par des moyens illégaux au cas où elle subirait une « détérioration » : en outre, tous deux prétendent préserver des intérêts communs au prolétariat et à la bourgeoisie, mais le second ajoute démagogiquement qu'il le fera en dépit de la bourgeoisie elle-même.

Le parlementarisme révolutionnaire de Lénine et le pseudo-parlementarisme révolutionnaire des trotskystes

« Peut-on utiliser les Parlements bourgeois dans le but de développer la lutte révolutionnaire de classe ? »

C'est la question qui fut débattue au second congrès de l'Internationale en 1920. Les bolcheviks, forts de leur expérience parlementaire à la Douma tsariste, répondaient : « En effet, l'on peut tendre à détruire une organisation en y entrant, en l'utilisant », et les thèses de Lénine ajoutaient : « Il ne peut être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens, et uniquement dans ce sens, que la question peut être posée ».

De l'avis même des bolcheviks, cette position de la question du point de vue de la destruction de l'Etat bourgeois était plus importante que la question parlementaire elle-même, l'organisation de la lutte du prolétariat pour la dictature ne pouvant être mise sur le même plan que la question particulière de l'utilisation du parlementarisme. Seul notre courant issu de la Gauche italienne, a su conserver cette base doctrinale qui fonde l'activité du parti du prolétariat, même et surtout si à l'époque (en 1920) nous avons émis de sérieux doutes sur l'opportunité d'une tactique parlementaire de l'Internationale. L'essentiel se résume en deux points :

Premièrement : diagnostic de la fonction anti-révolutionnaire

Le parlementarisme vulgaire du non-communisme trotskyste

Si l'on en croit leur presse et leurs déclarations, les trotskystes appliqueraient fidèlement « la tactique de Lénine » qui consiste à se servir de la campagne électorale pour défendre largement le programme communiste.

Premier réflexe : il faut concentrer les forces. Réunion des trois groupes les plus importants, discussions, négociations sur la propagande et la répartition des circonscriptions. Après quelques obscures tractations, les négociations sont rompues et l'un des trois participants à la conférence fait proclamer par son porte-parole que les deux autres (avec lesquels il vient de palabrer !) sont en fait « propulsés par la bourgeoisie ».

Scandale ! Indignation ! Lamentations ! Ainsi donc, nos « tacticiens » léninistes commencent par violer un principe essentiel du marxisme : celui du caractère unique du parti communiste. Comment pourraient-ils défendre ce principe en Occident, alors qu'ils ont depuis longtemps revendiqué le « multipartisme » en URSS comme condition de la « démocratie soviétique », théorie tout à fait nouvelle et... étrangère au « léninisme ».

Second réflexe : discussion démocratique du « programme » à défendre pendant la campagne électorale. Rouge reproche à Lutte Ouvrière d'être trop économiste, Lutte Ouvrière à Rouge d'être trop politique et inacces-

sible aux ouvriers. On prétend défendre le « parlementarisme révolutionnaire », mais on viole un second principe marxiste défendu par Lénine : celui du caractère scientifique du programme et donc de la propagande. On ne considère plus en matérialistes que le programme, la propagande, l'agitation sont rigoureusement déterminés par la structure de la société, et par le rapport des forces entre les classes à un moment donné : on les réduit à des recettes d'action modifiables en fonction des « alliances » qu'on juge bon ou non de conclure. Bref, on marchande les principes, caractéristique fondamentale de l'empirisme opportuniste.

Deuxièmement : négation du Parlementarisme, du Suffrage Universel, comme forme d'Organisation de la dictature du prolétariat. Cette dictature signifie : destruction des institutions démocratiques et parlementaires, exercice du pouvoir par un seul parti, le parti marxiste soutenu par le prolétariat, qui assure et étend son hégémonie sur les organisations de combat du prolétariat [Soviets - Conseils...], nées « spontanément » au cours de la Révolution.

Cette position fondamentale explique pourquoi nous ne pensons pas polémiquer d'égal à égal sur la question parlementaire, comme notre courant le fit dans les années 20 avec Lénine et l'Internationale, avec des courants qui ont des idées opportunistes, malgré leur langage pseudo-radical, sur la fonction révolutionnaire du prolétariat et de son parti. Nous visons ici, plus particulièrement, le soi-disant « parlementarisme révolutionnaire » des groupes trotskystes [L.O., O.C.I., Ligue Communiste], engagés dans l'actuelle course aux législatives. Nous allons le voir, le parlementarisme de ces groupes, s'apparente à un opportunisme vulgaire.

Le parlementarisme vulgaire du non-communisme trotskyste

Le recours à des moyens « illégaux », la directive de maintenir ou de restaurer la légalité menacée ou supprimée contre ceux qui en sont les dépositaires, etc., constituent non seulement l'élément distinctif du centrisme dans ce domaine, mais aussi son aspect le plus important, celui qui lui confère son pouvoir de dévier les éventuels mouvements élémentaires du prolétariat et de les orienter sur une voie de garage, chose impossible à un droitisme expressément pacifiste et renonçant à toute violence.

Que cette distinction (qui n'a rien d'absolu) ne soit pas de peu d'importance, cela est démontré historiquement par l'antifascisme centriste tout aussi bourgeois que celui de la social-démocratie traditionnelle, mais beaucoup plus néfaste du fait de la confiance que le prolétariat a pu lui faire. Que l'on pense aux parodies d'« armée rouge » des loyalistes staliniens en Espagne, ou au terrorisme individualiste revendiqué par les « résistants » staliniens dans les villes occupées pendant la seconde guerre mondiale et qui sont une anticipation des théories actuelles sur la « guérilla urbaine », etc.

Pour des raisons de propagande évidentes, on en vient à identifier le « révolutionnarisme » avec une « violence » à la Sorel, une violence indépendamment de son objectif, donc, puisqu'en l'occurrence ce dernier est totalement légal et démocratique, qu'il s'agit d'une collaboration de classe ouverte et même d'une union sacrée avec les impérialistes.

Les anarcho-populistes ont été justement définis de « libéraux à bombes ». Les « insurgés » staliniens se sont montrés de même, à tous les effets, des social-démocrates à mitrailleuse, et ils ont fait de cette arme l'usage déjà pratiquement enseigné par la trahison social-démocrate classique de Noske et de Scheidemann.

Il faut également noter combien cette théorisation occasionnelle du légalitarisme usant de moyens illégaux présente des analogies suggestives, et certainement pas fortuites avec le fascisme : « ... les staliniens liquideront la position de classe et de parti, et avec cent autres partis petits-bourgeois, ils lanceront toutes les forces que malheureusement ils contrôlaient dans un

propagande qui lie augmentations de salaire et augmentation de la productivité et qui jette aux oubliettes l'abolition communiste du salariat ! Ils protesteront devant l'atténuation du programme commun que constitue... la réduction du nombre des entreprises nationalisées ! Ils se disent « parlementaristes révolutionnaires » et ils ne savent même pas distinguer entre nationalisations par l'Etat bourgeois et nationalisations par un pouvoir communiste révolutionnaire ! Ils se disent « parlementaristes révolutionnaires » et ils n'ont jamais soupçonné que si un programme de nationalisation du capital était légitime dans un pays arriéré même après une authentique révolution prolétarienne, seul un programme de destruction du capitalisme était légitime dans les pays bourgeois avancés et que seule la révolution prolétarienne pouvait l'appliquer !

En principe, il est vrai, le trotskysme n'attend rien du Parlement. Il se défend de vouloir créer des illusions, mais au bout du compte, il appelle à favoriser le « changement de régime », comme dirait la gauche profane, en

faisant voter pour le P.C.F. On commence par participer aux élections pour affirmer qu'elles sont une duperie, qu'elles ne peuvent rien changer, puis on s'avise qu'il faut bien employer un langage que la classe ouvrière comprenne, qu'il faut donc se battre dans le cadre du démocratisme ; on se sent dérangé du désir de « ne pas être nihiliste », on se met à compter des pourcentages, on devient conscient du poids de ses votes, et on finit par s'imaginer soi-même que la victoire de la gauche « créera peut-être une dynamique ». Résultat : au départ, on s'était dit, comme Krivine, « opposé au programme commun de A jusqu'à Z », mais à l'arrivée, on se révèle opposé au programme commun... jusqu'au second tour des élections ! C'est ainsi que la tactique léninienne d'utilisation des élections aux fins de dénonciation des partis ouvriers bourgeois se transforme en une aide électorale aux partis de la contre-révolution !

Inutile dès lors de se demander ce que devient dans l'affaire

(Suite page 6)

LA LEGALITÉ NOUS TUE

(Suite de la page 3)

Le recours à des moyens « illégaux », la directive de maintenir ou de restaurer la légalité menacée ou supprimée contre ceux qui en sont les dépositaires, etc., constituent non seulement l'élément distinctif du centrisme dans ce domaine, mais aussi son aspect le plus important, celui qui lui confère son pouvoir de dévier les éventuels mouvements élémentaires du prolétariat et de les orienter sur une voie de garage, chose impossible à un droitisme expressément pacifiste et renonçant à toute violence.

Que cette distinction (qui n'a rien d'absolu) ne soit pas de peu d'importance, cela est démontré historiquement par l'antifascisme centriste tout aussi bourgeois que celui de la social-démocratie traditionnelle, mais beaucoup plus néfaste du fait de la confiance que le prolétariat a pu lui faire. Que l'on pense aux parodies d'« armée rouge » des loyalistes staliniens en Espagne, ou au terrorisme individualiste revendiqué par les « résistants » staliniens dans les villes occupées pendant la seconde guerre mondiale et qui sont une anticipation des théories actuelles sur la « guérilla urbaine », etc.

Pour des raisons de propagande évidentes, on en vient à identifier le « révolutionnarisme » avec une « violence » à la Sorel, une violence indépendamment de son objectif, donc, puisqu'en l'occurrence ce dernier est totalement légal et démocratique, qu'il s'agit d'une collaboration de classe ouverte et même d'une union sacrée avec les impérialistes.

Les anarcho-populistes ont été justement définis de « libéraux à bombes ». Les « insurgés » staliniens se sont montrés de même, à tous les effets, des social-démocrates à mitrailleuse, et ils ont fait de cette arme l'usage déjà pratiquement enseigné par la trahison social-démocrate classique de Noske et de Scheidemann.

Il faut également noter combien cette théorisation occasionnelle du légalitarisme usant de moyens illégaux présente des analogies suggestives, et certainement pas fortuites avec le fascisme : « ... les staliniens liquideront la position de classe et de parti, et avec cent autres partis petits-bourgeois, ils lanceront toutes les forces que malheureusement ils contrôlaient dans un

mouvement de type squadrisme. Les militants révolutionnaires se muèrent en aventuriers de modèle standard, peu différent de celui du fascisme à ses débuts... » (Marxisme ou mouvement partisan, in Battaglia comunista, N° 14, 6-13 avril 1949) ?

Il faut enfin remarquer que les forces « anti-staliniennes de gauche », (et en premier lieu la très grande majorité des groupes trotskystes, sauf rares exceptions louables tout à fait isolées et minoritaires) sont complètement tombées dans l'équivoque vulgaire qui consiste à présenter l'armement des ouvriers comme un dépassement de fait de la capitulation opportuniste devant la bourgeoisie, même s'il vise à rétablir la légalité démocratique violée, ce qui revient à tomber dans le piège d'une collaboration de classe apparemment imposée... à la bourgeoisie, et en somme, d'un légalitarisme illégal.

La droite et le centre se distinguent également par leur façon de considérer la réaction de la bourgeoisie devant une éventuelle affirmation légale du prolétariat, affirmation qu'ils estiment non seulement possible mais la seule possible. Le droitisme au sens strict peut aller jusqu'à admettre que le prolétariat arrive au pouvoir par conquête de la majorité, mais il ne peut légitimer une guerre civile ultérieure contre une « minorité » bourgeoise rebelle », ni, pour des raisons éthiques, « la mise hors-la-loi ».

Le centrisme, au contraire, se fonde sur la supposition que là où le prolétariat réussit à conquérir pacifiquement le pouvoir grâce au consentement général, il serait possible de liquider d'éventuelles dissidences sans entraînement préalable à la guerre civile. Si la bourgeoisie refusait de recon-

naître les droits de la majorité prolétarienne légalement élue, celui-ci aurait donc toujours la possibilité de vaincre sa résistance grâce à sa prépondérance numérique et à l'appui universel dont il serait assuré.

Selon la démagogie centriste, la préparation électorale, même lorsqu'elle est exclusive, n'est pas en contradiction avec la préparation révolutionnaire : tout au contraire, à supposer que cette dernière ait un sens pour les centristes, elle se résout en fait dans une préparation électorale, ou, de toutes façons dans la formation d'un vaste front « démocratique ». C'est ce large front qui devrait justement balayer l'éventuelle résistance de la classe dominante, qui du moment qu'elle aurait enfreint la légalité majoritaire, s'en trouverait tout naturellement exclue.

Le centrisme peut donc aller jusqu'à admettre que le socialisme est séparé du capitalisme par une rupture de continuité (révolution), mais il tend à minimiser la violence révolutionnaire, l'insurrection, la guerre civile, la dictature du prolétariat... Dès le moment où il s'agit de défendre la démocratie, il justifie pourtant la violence et l'illégalité, position que le droitisme lui-même peut partager occasionnellement, bien qu'en règle générale, il les condamne a priori. Comme instruments contre la bourgeoisie, elles ont tout au plus (c'est-à-dire pour les centristes d'« extrême-gauche ») qu'une valeur accessoire et en général purement nominale : l'insurrection s'identifie avec la grève générale, la dictature du prolétariat est conçue comme toute momentanée : bref, le recours à la violence est présenté comme secondaire et réductible à un minimum.

(à suivre)

COMMUNISME ET FASCISME

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages : 8 F

Commandes au prolétaire "

" PROGRAMME COMMUNISTE "

N° 57

Le trotskysme :

- Critique de la théorie de la révolution permanente
- Critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré
- Critique du programme de transition
- Conclusion générale

Le numéro : 6 F

Commandes au " prolétaire "

CE QUI NOUS DISTINGUE

Comme Marx l'a dit dans sa fameuse lettre à Weydemeyer, ce qui distingue le mouvement communiste, ce n'est pas le fait d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles (dont le développement historique avait déjà été décrit par des théoriciens bourgeois), mais le fait d'avoir proclamé la nécessité historique transitoire de la dictature du prolétariat pour la destruction de la société bourgeoise et la naissance de la société socialiste. Et cent vingt ans plus tard, au grand désespoir des « innovateurs », nous en sommes toujours là.

Les différents moments du processus révolutionnaire prolétarien sont déjà énoncés clairement par **Le Manifeste** : constitution du prolétariat en classe et donc en parti politique ; constitution du prolétariat en classe dominante et — comme la révolution russe le montrera de façon lumineuse — insurrection, violence révolutionnaire pour détruire l'appareil de l'Etat bourgeois, terreur rouge sur les classes vaincues, dictature (c'est-à-dire Etat prolétarien) exercée nécessairement par un organe politique centralisateur : le parti communiste. C'est bien cela qui nous distingue.

Pourtant, dans la désastreuse situation actuelle du mouvement révolutionnaire ouvrier, un mythe ancien, persistant, tenace comme la mauvaise herbe tend à renaître : c'est celui qui assimile politique révolutionnaire de classe et tactique anti-parlementaire. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier qu'on voudrait faire de la tactique à l'égard du parlement la ligne de démarcation entre révolutionnaires et opportunistes. Avant de nous arrêter sur les courants qui ont forgé et qui entretiennent ce mythe qui ne mourra qu'avec la société capitaliste et les classes petites-bourgeoises qu'elle engendre continuellement, il nous faudra replacer la question du parlementarisme dans la doctrine marxiste et montrer que ni la tactique parlementaire, ni la tactique anti-parlementaire ne caractérisent par elles-mêmes le mouvement de classe.

En doctrine, le marxisme dénonce dès sa naissance la mystification de l'idéologie démocratique qui voudrait présenter le parlement comme un terrain commun aux différentes classes de la société capitaliste : il montre qu'il s'agit d'un organe de l'Etat bourgeois qui devra être détruit en même temps que ce dernier, comme il le fut en octobre 1917 par les baïonnettes des marins de Cronstadt.

Dès sa naissance, le mouvement socialiste orthodoxe a dû combattre ceux qui, au nom de la démocratie parlementaire et du suffrage universel, reniaient la violence, la destruction de l'Etat bourgeois et du parlement, et donc la dictature. Cette lutte était d'autant plus difficile que la révolution semblait plus lointaine et que tous les courants socialistes admettaient la lutte pour le « programme minimum », comme on disait à l'époque.

Beaucoup plus facile — justement parce que l'action pratique était divergente — fut le combat politique contre l'anarchisme représenté par Proudhon, Bakounine et contre ses différentes variantes, dont le syndicalisme, qui

identifiaient tactique parlementaire et collaboration de classe.

Le rôle contre-révolutionnaire de ce faux extrémisme immédiatiste, qui rejetait la lutte parlementaire parce qu'il rejetait la centralisation politique de la lutte prolétarienne et donc la constitution du prolétariat en parti et en Etat, fut clairement démontré par Engels à propos de l'action anarchiste en Espagne, qui illustre « comment il ne faut pas faire une révolution », car ou bien elle éparpillait les énergies de classe dans un fédéralisme et un localisme nuisibles, ou bien elle laissait le prolétariat à la traîne des partis bourgeois et de la politique bourgeoise.

La scission entre communistes et anarchistes au sein de la I^{re} Internationale fut une grande victoire du mouvement prolétarien, comme l'avenir le confirma. Il suffit de rappeler qu'en 1905 Lénine félicita les soviets d'avoir refusé la participation des anarchistes, justement parce que la question essentielle n'était pas de reconnaître ou non l'action parlementaire, mais de reconnaître la centralisation politique et la centralisation de la violence de classe, qui était la raison d'être des soviets en tant qu'organes de pouvoir.

Aucune situation « nouvelle », aucun changement de période historique, aucun changement de tactique, ne peut donc nous rapprocher de ceux qui refusent l'action parlementaire au nom de l'autonomie et de la démocratie « directe », c'est-à-dire précisément au nom des principes de la démocratie.

**

Paravent de la dictature de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, le parlement a constitué une des formes qui ont assuré l'organisation politique de la classe dominante et institutionnalisé sa domination ; à l'époque où la bourgeoisie n'avait pas encore réussi son unification sous l'égide de l'impérialisme, il fut une véritable arène de la lutte politique entre ses différentes fractions, mais il ne fut pas que cela : pendant des décennies, il fournit aussi un terrain à la lutte de classe du prolétariat, ce qui suffisait à réfuter la position anarchiste repoussant en général, c'est-à-dire en tout temps et en tous lieux, toute participation du mouvement prolétarien révolutionnaire au parlement.

Avant la première guerre mondiale, cette participation n'entraînait nullement la constitution du prolétariat en classe, c'est-à-dire en parti politique indépendant : elle en était au contraire une prémisses essentielle, et du même coup, elle constituait une étape obligatoire de la constitution du prolétariat en classe dominante. D'après l'Adresse de 1850, cette participation n'était pas seulement (ni tellement) un « thermomètre » de la maturité politique des ouvriers, mais la garantie de l'indépendance politique du prolétariat à l'égard de la démocratie petite-bourgeoise ou bourgeoise : en effet, si diverses fractions de la classe dominante prônaient des réformes, ce n'était pas seulement parce qu'elles étaient nécessaires au développement du capitalisme ; c'était pour entraîner derrière elles la classe ouvrière à laquelle certaines de ces réformes étaient également

nécessaires afin de la priver de ses caractéristiques de classe révolutionnaire indépendante.

Si le parti du prolétariat lutta pour certaines réformes, ce n'est pas parce qu'il les considérait comme des moyens de transformer le capitalisme en socialisme : c'est parce que tout en préservant son indépendance politique, c'est-à-dire tout en montrant que le capitalisme « le plus pur » était l'ennemi à abattre, il lui fallait débayer le terrain des résidus du passé pré-bourgeois pour hâter la constitution des armées révolutionnaires du prolétariat moderne. Par exemple, la lutte pour la législation sur les fabriques saluée par Marx dans **Le Capital** ne fut pas seulement un « moyen de défense physique et intellectuelle de la classe ouvrière » : ce fut un moyen de liquider la forme surannée, mais largement répandue, et donc d'accélérer le développement du prolétariat industriel et de sa capacité potentiellement supérieure de défense et d'attaque contre la société bourgeoise.

A l'époque précédant la première guerre impérialiste mondiale, l'exemple de l'Angleterre où la bourgeoisie s'opposa par tous les moyens jusqu'à 1885 au droit de vote des masses travailleuses et à leur représentation parlementaire ; l'exemple de l'Allemagne où la bourgeoisie essaya d'entraver le développement du mouvement socialiste et son activité parlementaire par la loi anti-socialiste ; l'exemple de la Belgique avec sa réaction monarchico-bourgeoise contre le mouvement ouvrier en lutte pour le suffrage universel, et enfin l'exemple de la Russie, avec l'action du glorieux parti bolchevique, montrent bien que l'activité parlementaire a pu être un terrain de lutte anti-bourgeois pour le parti de classe qui dut donc nécessairement s'y astreindre.

Dans cette période, la trahison ne consistait pas à participer à l'action parlementaire, mais à présenter les réformes comme des pas en avant vers le socialisme, c'est-à-dire le socialisme lui-même comme la somme et le résultat des réformes (Bernstein) ou encore à présenter le parlement comme la forme nécessaire (ou même simplement possible) de la domination de classe du prolétariat (Kautsky) : bref la trahison consistait à marier démocratie bourgeoise et dictature prolétarienne.

Ceci dit, plus d'un demi-siècle après la faillite de la Deuxième Internationale et la fin de la première guerre mondiale, la reconstitution du prolétariat en classe ne peut plus se faire qu'en dehors de l'action parlementaire. C'est un fait qu'aujourd'hui, la lutte pour les réformes est historiquement close pour le parti révolutionnaire parce qu'elle entrave la constitution du prolétariat en classe : aujourd'hui, les réformes ne peuvent représenter que des replâtrages de la société bourgeoise, des mesures de conservation sociale, comme l'action que mènent en leur faveur des partis totalement inféodés à l'ordre établi comme les social-démocrates et les stalinien suffirait à le démontrer. Au XIX^e siècle, on pouvait parler de réforme et révolution. A l'époque impérialiste, on ne peut parler que de réforme ou révolution.

Pourtant, n'en déplaise aux anarchistes anciens et nouveaux, ce n'est pas l'activité parlementaire qui a conduit la II^e Internationale socialiste à la banqueroute, ce n'est pas l'activité politique qui l'a vouée à la collaboration de classe. Cet opportunisme a été simplement l'expression politique de la formation d'une aristocratie ouvrière comme produit des conditions matérielles régnant à l'époque impérialiste dans les pays capitalistes avancés. Le début de la dégénérescence de la II^e Internationale qui consista à présenter la marche vers le socialisme non comme un processus révolutionnaire, mais comme une succession de réformes a coïncidé avec l'ouverture de cette ultime phase du capitalisme.

Au sein de la III^e Internationale, si la Gauche marxiste a rejeté la

tactique dite de « parlementarisme révolutionnaire », c'est qu'elle faisait obstacle à la constitution d'un solide parti communiste apte à accomplir sa tâche de centralisation politique (insurrection, dictature), au développement de l'influence communiste au sein des masses ouvrières et donc, dialectiquement, à la constitution de la classe en parti politique.

C'est donc pour les mêmes raisons que le mouvement prolétarien révolutionnaire fut partisan de l'action parlementaire avant 1914 et opposé à cette action dans l'Occident capitaliste développé après la première guerre impérialiste. Mais, de même qu'avant 1914 la participation au Parlement ne nous rapprochait nullement des réformistes à la Bernstein ou des centristes (avant la lettre) à la Kautsky, aujourd'hui l'abstention, ou mieux, le boycott des parlements ne nous rapproche en aucune façon de ce courant qui, hier, s'appelait anarchiste et qui, aujourd'hui, se déguise sous les diverses formes de l'immédiatisme, du spontanéisme, du conseillisme, de l'idéalisme « révolutionnaire », du démocratisme « ouvrier » ; bref, de la « gauche » allemande et de ses héritiers.

Ironie de l'histoire, hier l'anarchisme voulait nous mettre dans le même sac que les réformistes, et c'est aujourd'hui le réformisme qui veut nous ranger parmi les anarchistes. Ironie d'autant plus grande que, du moins en doctrine, et souvent en pratique (cf. l'Espagne de 1936), le centrisme et l'anarchisme (sous toutes ses formes) puisent aux mêmes sources démocratiques, nient et renient la dictature centralisée du prolétariat, le pouvoir prolétarien et, par là, la fonction primordiale du parti de classe ; la centralisation politique et organisationnelle de la violence de classe.

En effet, tout en les revendiquant en paroles, le centrisme a voulu et voudra empêcher les Soviets de se transformer en organes de pouvoir prolétarien. Ses recettes pour y parvenir ont été et seront de marier Soviets et parlementarisme, dictature du prolétariat et démocratie bourgeoise, quitte à sacrer « socialistes » aussi bien ce parlementarisme que cette démocratie. Mais tandis que dans les faits, les centristes sont les ennemis du seul Etat prolétarien, les anarchistes sont en paroles les ennemis de tout Etat (ce qui ne les a pas empêchés de participer à un gouvernement « populaire » en Espagne après 1936), et c'est au nom de ces principes qu'ils se proclament adversaires de l'activité parlementaire.

En rejetant la démocratie bourgeoise, l'anarchisme prend des poses extrémistes. C'est précisément ce qui le rend dangereux, car sous ses airs radicaux, il a lui aussi sa « recette » pour empêcher les Soviets ou tout autre organe de pouvoir prolétarien de se transformer en Etat, en violence centralisée : elle est de rejeter l'exercice de la dictature par le seul organe capable de la centraliser et lui donner une orientation unitaire : le parti.

Aujourd'hui, le vieux courant anarchiste reprend ses armes doctrinales qui ont fait tant de fois une faillite retentissante et consciemment ou non il essaie de se refaire une virginité historique.

Croyant être originaux, ses héritiers, les disciples de la « gauche » allemande, des Pannekoek, Gorter et C^o, marchent dans la voie déjà parcourue par le centrisme social-démocrate dans son attaque contre le mouvement communiste.

De même que le centrisme, la social-démocratie et ses héritiers stalinien mettent la violence, la dictature et la terreur sur le compte de l'« arriération » russe et en déduisent que la révolution en Occident pourra s'en passer, l'anarchisme moderne met sur le compte de l'« arriération » de la classe ouvrière du XIX^e siècle en Europe et du XX^e siècle en Russie (le seul pays où elle ait remporté la victoire révolutionnaire !) non seulement l'action parlementaire, mais la nécessité de la constitution du prolétariat en classe, c'est-à-dire en parti politique.

Rejetant les partis et les syndicats — car même les syndicats anarchistes ont participé à la défense nationale (France) ou aux gouvernements bourgeois (Espagne) — ils opposent la lutte des organisations immédiates soi-disant « pures » (conseils d'usine, soviets, etc.) à l'action parlementaire, en tant qu'action des masses opposée à l'action de parti, que démocratie directe opposée à la dictature centralisée de la classe.

Rejetant à la fois la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat, l'anti-parlementarisme « infantile » exprime bien l'individualisme petit-bourgeois qui rêve d'une société sans antagonismes, mais repousse les moyens d'y parvenir, qui se révolte contre la domination des exploités sur les exploités, mais rejette les armes qui la détruiront.

Aujourd'hui comme hier, la reconstitution du mouvement communiste passera par une lutte dont l'âpreté et la durée sera à la mesure de la profonde défaite subie. Cette lutte doit être dirigée contre tous les obstacles à la constitution d'une puissante armée prolétarienne organisée pour l'exercice de la dictature, après la destruction de l'Etat bourgeois qui, tout au long du demi-siècle écoulé, a vu se renforcer d'année en année son blindage d'acier contre la révolution, et ces obstacles s'appellent : réformisme - centrisme - anarchisme.

Aujourd'hui comme hier, le mouvement communiste est donc seul dans cette lutte. Il n'a ni frères, ni cousins politiques. Il a une classe à diriger, une dictature à exercer, un monde à détruire, une vieille société à accoucher d'une société nouvelle.

Voilà ce qui nous distingue.

directeur - gérant
F. GAMBINI

imprimerie « Lino-imp »
1, 3, 5, boulevard Schœssing
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- | | |
|--|--------|
| 1. Communisme et fascisme | 8,00 F |
| 2. Parti et classe | 4,00 F |
| 3. Le principe démocratique | 1,50 F |
| 4. Eléments d'orientation marxiste ; Les trois phases du capitalisme ; Guerres et crises opportunistes | 4,00 F |
| 5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » | 5,00 F |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes (en préparation). | |

(Commandes au « prolétaire »)

Correspondance :

- le prolétaire -
B. P. 266
13211 - Marseille Cédex 1

Versements :

- le prolétaire -
C.C.P. 2202-22 Marseille

Abonnements :

- le prolétaire - :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
- programme communiste - :
1 an : 15 F (150 FB)
- programme communiste -
et « le prolétaire » :
1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM : _____

prénom : _____

adresse : _____

- - prolétaire - : 6 mois
- - prolétaire - : 1 an
- - programme communiste -
- combiné

(rayer les mentions inutiles)

Parlementarisme et communisme

(Suite de la page 2)

autonome qui devient de plus en plus étrangère à la société », mais doit suivre l'évolution inverse, s'identifier d'emblée avec le prolétariat organisé en classe dominante, élargir progressivement sa base en s'estompant au cours du processus (évidemment long) qui effacera les différences de classes, pour enfin disparaître avec elles. Il est peu de dire que l'Etat prolétarien n'a pas besoin de la « séparation des pouvoirs » entre le législatif et l'exécutif, séparation qui sert à la bourgeoisie à masquer la dictature de l'un par la démocratie de l'autre, parce qu'il se déclare ouvertement dictature de classe ; en réalité il ne saurait tolérer une telle séparation, car elle produirait un clivage funeste en bavards d'un côté et bureaucrates de l'autre, en assemblées de discussions stériles et appareil d'oppression étranger à la classe. On se souvient des mesures pratiques (commentées par Marx et Lénine) que la Commune a adoptées pour éviter que les tâches bureaucratiques encore nécessaires conduisent à la formation d'une « caste » autonome.

Il en découle aussi que, contrairement à la bourgeoisie qui prétendait avoir trouvé l'Organisation politique parfaite, le prolétariat n'a pas de « Constitution » idéale à proposer. Bien au contraire, il refuse tout constitutionnalisme, toute prétention d'enfermer l'Etat dans un formalisme rigide et figé. Il affirme clairement (et franchement !) que les rapports entre les classes ne peuvent pas être réglés par un « Contrat » dans des formes a priori, mais sont des rapports de force. Même si l'Etat prolétarien est conduit à adopter transitoirement une certaine réglementation politique, à préciser les droits et devoirs de telle ou telle catégorie, il ne cherchera pas à la « justifier » par des considérations philosophiques, il la proclame d'avance provisoire et la changera quand il le faudra. Le propre de la dictature, c'est justement de n'être liée par aucune loi.

Ces deux caractères de l'Etat prolétarien, le fait qu'il coïncide avec le prolétariat en armes, et ne se fonde sur aucun « Droit » mais sur le rapport des forces et les exigences pratiques, montrent déjà que sa structure ne peut rien avoir de commun avec une constitution de type parlementaire ! Cette opposition est renforcée par un autre aspect très important. Nous avons rappelé que les opinions dominantes d'une société sont celles de sa classe dominante. Si, comme le croient les démocrates, les opinions menaient le monde, il faudrait en conclure que cette domination est inébranlable et éternelle. Mais il n'en est rien, bien au contraire ! Ce ne sont pas les idées, les opinions ou les pensées qui déterminent les actions des hommes et en particulier celles qui nous intéressent ici, les actions des classes, ce sont, inversement, leurs actions qui déterminent les idées, les pensées, les opinions qu'ils s'en font. Certes, comme disait Marx, « les idées aussi sont des forces matérielles quand elles s'emparent de millions d'hommes ». Mais le fait premier dans cette interaction ce sont les actes. Les hommes, les groupes sociaux, les classes, agissent, poussés par leurs besoins matériels, et c'est seulement à travers leur action qu'ils deviennent capables de comprendre ce qu'il font et pourquoi ils le font.

Nous n'attendons nullement la révolution de la « conversion » des hommes, ni même des ouvriers, aux idées socialistes. Nous l'attendons au contraire de l'explosion des contradictions de la société capitaliste, de la crise sociale qui pousse les masses à l'action sans qu'elles sachent clairement où elles vont. Cette affirmation fondamentale du

marxisme a des conséquences très importantes.

La première concerne l'organisation de l'Etat prolétarien. Puisque c'est l'action qui est le fait premier et qui produit la « conscience », du prolétariat, les organes de son Etat n'ont pas pour fonction de recueillir les opinions des ouvriers, mais d'organiser leur action. Ces organes ne sont donc pas des assemblées de bavards, venus là pour « s'exprimer » comme on dit maintenant, mais bel et bien des corps agissants. Cela ne veut évidemment pas dire que l'on ne « votera » pas dans ces organes ; tout en contestant absolument le principe démocratique, nous ne rejetons pas absolument l'usage du mécanisme démocratique dans les organisations de masse ; mais même si on vote, ces votes ne seront que des indications pratiques sur le rapport des forces et les possibilités d'action, indications auxquelles nous n'attachons pas de valeur absolue. Et en fait, bien souvent, et surtout dans les moments cruciaux, l'action devra précéder la « consultation » ! Lénine et les bolcheviks ont déclenché l'insurrection avant d'avoir l'approbation formelle des Soviétiques : ce ne fut pas par hasard.

« Seuls des fous ou des crapules peuvent demander au prolétariat de conquérir une majorité de voix dans des élections qui se déroulent sous la pression de la bourgeoisie, sous le joug de l'esclavage salarié, avant d'avoir le droit de prendre le pouvoir... »

« Le prolétariat mène sa lutte de classe, sans attendre qu'un vote l'autorise à déclencher une grève — bien que le succès complet de la grève exige la sympathie de la majorité des ouvriers... »

« Le prolétariat mène sa lutte de classe et renverse la bourgeoisie sans attendre un vote préalable, tout en sachant très bien que la sympathie de la majorité des travailleurs est indispensable au succès de sa révolution... Très souvent la « sympathie de la majorité des travailleurs » ne peut pas être démontrée par des scrutins et des votes (et nous ne parlons même pas ici des scrutins organisés par l'exploiteur et où l'exploité et l'exploité sont considérés comme « égaux »). Très souvent la « sympathie de la majorité des travailleurs » ne se manifeste pas du tout dans un scrutin, mais par l'augmentation de l'influence d'un parti dans les soviets, par la victoire d'une grève, par un succès remporté dans la guerre civile, etc... »

« La révolution prolétarienne n'est pas possible si la grande majorité des travailleurs n'accorde pas sa sympathie et son soutien à son avant-garde. Mais cette sympathie, ce soutien, ne peuvent être obtenus d'un coup, ils ne se déterminent pas par des votes, mais se conquièrent dans une lutte de classe longue, dure et opiniâtre. » Et Lénine précise que cette lutte se déroule avant, pendant et après la prise du pouvoir.

Cette citation (tirée du « Salut aux communistes italiens, français et allemands » 1919) montre que la question de la « majorité », dans la société et dans les organes de l'Etat prolétarien, ne se pose pas pour nous en termes de « scrutin » mais en termes d'influence réelle se manifestant dans l'action. Elle montre l'accord complet entre Lénine et notre courant sur la « conquête de la majorité » comprise dans le sens dynamique, dialectique et combattant. Même si un tel dénombrement était possible, nous n'attendons pas que 51 % des ouvriers se déclarent favorables à la révolution. Et même si la majorité des « soviets » devait se prononcer par la suite pour une restauration du pouvoir bourgeois, les communistes ne déposeront pas les armes sans combattre !

Dictature prolétarienne et Parti de classe

En partant de sa fonction historique, et en nous fondant sur l'ensemble de notre doctrine, nous avons dégagé les aspects caractéristiques de l'Etat dictatorial du prolétariat. Sans être le moins du monde des « plans » ou des « recettes » pour fabriquer les organes de cet Etat, ils précisent les propriétés que doit avoir sa structure et son mode de fonctionnement pour lui permettre d'accomplir effectivement sa tâche, et ils montrent qu'il n'y a rien de commun entre lui et l'Etat parlementaire, rien, sinon d'être un Etat, une trique, une organisation de contrainte sociale.

Mais, pour que l'Etat prolétarien puisse jouer son rôle, ces aspects nécessaires ne sont nullement suffisants. Car aucune forme d'organisation n'est par elle-même révolutionnaire, aucune structure organisationnelle, si opposée soit-elle à celle de l'Etat bourgeois, n'assure par elle-même que le programme et l'action effective de l'Etat tendent véritablement au communisme. Faut-il rappeler les faiblesses tragiques de la Commune à qui manquait la direction politique capable d'utiliser à fond l'instrument formidable qu'elle était ? Faut-il rappeler que les soviets eux-mêmes des mencheviks et des S.R. n'étaient que des sortes de parlements ou-

vriers qui ont remis le pouvoir à la bourgeoisie ? Que les conseils ouvriers allemands (Räte) se sont révélés impuissants au point de se laisser intégrer dans la république parlementaire ?

Nous devons revenir ici aux conséquences du fait que la lutte révolutionnaire des masses prolétariennes ne découle pas d'une conscience claire des rapports sociaux ni des conditions réelles de leur libération, mais de leurs besoins matériels, du heurt physique des classes aux intérêts antagoniques. Et pourtant, pour pouvoir se libérer de l'esclavage salarié et libérer toute la société de la domination du Capital, le prolétariat ne peut pas se contenter d'agir sous l'impulsion du moment : il doit diriger systématiquement ses coups contre les fondements mêmes du capitalisme, conformément à une compréhension générale du processus historique objectif.

Cette « contradiction » se résoud dans et par le Parti, pierre angulaire de la théorie marxiste. Dans la brochure « Parti et Classe », les principaux textes de notre mouvement développent largement cette question, et analysent en détail les rapports dialectiques entre la classe et son Parti. Ici nous n'en retiendrons que l'essentiel, sous forme d'affirmations brutales.

Le Parti est l'organe produit par la lutte du prolétariat, organe dans lequel se condense la conscience durement acquise de ses tâches historiques et des moyens de les réaliser, et la volonté de la classe tendue vers ce but. C'est l'organe par lequel le prolétariat s'organise en classe et dirige son action de classe. Sans parti, pas d'action de classe, pas même de classe au sens actif. C'est lui qui unifie les poussées désordonnées issues des conditions immédiates et les dirige vers le but historique : c'est par lui que les actions de la classe deviennent action de classe.

C'est lui, et lui seul, qui doit diriger l'Etat dictatorial du prolétariat, non pas comme un appareil extérieur, mais comme un réseau organisateur et orienteur omniprésent, agissant dans tous les organes de cet Etat.

La révolution, c'est la confluence de la lutte spontanée du prolétariat et du Parti qui unifie cette lutte et la dirige contre l'Etat bourgeois.

L'Etat prolétarien, c'est la conjonction des organes de lutte et de domination politiques créés par les masses (conseils, soviets, etc...), adaptés aux fonctions qu'ils doivent remplir) et du programme et de la direction de classe, du Parti.

Voilà le chemin qui mène au communisme !

Le parlementarisme révolutionnaire de Lénine

(Suite de la page 4)

la propagande en faveur de ce qu'en accord avec tout le marxisme, Lénine considérait comme la seule antithèse au parlementarisme démocratique, à savoir la dictature du prolétariat. Si dans l'immédiat, le trotskysme appelle pratiquement à voter pour le P.C.F., dans la perspective historique, il remplace la dictature du prolétariat par la démocratie populaire ou ouvrière. Au lieu de dénoncer systématiquement le parlementarisme et la démocratie, comme le voulait Lénine, il se répand en infinies lamentations sur la « volonté populaire » bafouée par le système en place, et en vœux pieux pour une représentation plus juste de cette « volonté populaire ». Dans le sillage de l'Union de la gauche, il entretient donc cette fiction bourgeoise de la « souveraineté du peuple » qui masque l'antagonisme du prolétariat et de toutes les couches de la bourgeoisie. Dans le sillage de l'Union de la gauche, il ne manque pas de rappeler que les travailleurs ont imposé le suffrage universel au prix de durs combats ; mais comme les partis de la contre-révolution, il oublie de dire que si la revendication du suffrage universel a pu être révolutionnaire quand il s'agissait de lutter contre des formes politiques pré-bourgeoises et d'élargir la lutte de classe, de la généraliser, le suffrage universel est aujourd'hui un pilier de la dictature du capital dans les pays capitalistes avancés !

Toute l'astuce du trotskysme consiste à dénoncer « en passant » certaines imperfections du suffrage universel, tout en affirmant que le véritable problème n'est pas là. Pourtant, il est bien là : pleurer sur les insuffisances de la démocratie bourgeoise, c'est se faire le défenseur et l'apologiste d'une démocratie « populaire » ou « ouvrière », c'est-à-dire d'une version idéalisée de la démocratie bourgeoise. Employer un langage bourgeois-démocrate, c'est être bourgeois-démocrate. C'est trahir la position communiste : la revendication de la dictature du prolétariat. Un membre de L.O. l'a prouvé en décrivant dans « Le Monde » du 6 janvier 1973, la démocratie auquel le cœur de tout trotskyste est attaché : « La lutte des travailleurs substituera un jour au pouvoir de la bourgeoisie un pouvoir

qui se donnera pour but d'être l'émanation des travailleurs et de représenter leurs intérêts et leurs aspirations dans leur diversité » (NDR : souligné par nous). On ne saurait dire plus clairement qu'il faut mettre au panier le programme communiste qui résulte de la critique scientifique de la société capitaliste pour le remplacer par les « aspirations » subjectives et changeantes des différentes catégories ouvrières ! On ne saurait donc nier plus clairement aussi le rôle dirigeant du parti de classe luttant pour l'unification de classe de toutes les catégories ouvrières en diffusant ces programmes dans toutes les organisations intermédiaires du prolétariat. Bref, on ne saurait mieux avouer qu'on a renié le communisme au profit d'une informe démocratie populaire « où la mise à la disposition de toutes les couches et de toutes les tendances de la population laborieuse de tous les moyens d'information permettra l'épanouissement d'une démocratie comme aucune société n'en a jamais connue ».

Tel est donc l'ultime aboutissement du « parlementarisme révolutionnaire » des trotskystes : la glorification des principes bourgeois de la démocratie en général !

Pour pouvoir prétendre être léniniste, il ne suffit pas de jouer aux élections. Il faut encore utiliser les élections pour faire véritablement de la propagande révolutionnaire, c'est-à-dire défendre un corps de positions parfaitement orthodoxe. Aujourd'hui cela voudrait dire : dénoncer de face l'impérialisme russe comme le second impérialisme de la planète, attaquer de front le P.C.F. comme parti de la contre-révolution, dénoncer le super-productivisme et le chauvinisme du programme commun, annoncer qu'on lutte pour abattre l'Etat bourgeois par la violence, appeler les ouvriers à se constituer en Parti communiste.

Cela les trotskystes ne l'ont pas fait et ils ne pouvaient pas le faire. Cela n'est pas un hasard. Lénine reconnaissait que le « parlementarisme révolutionnaire » était une tactique difficile pour des communistes, pour des révolutionnaires. Or, si notre courant, en 1920, a repoussé cette tacti-

que, ce n'est pas parce qu'elle était « difficile » (nous fûmes les seuls au contraire à l'appliquer de façon conséquente, puisque la discipline l'exigeait), mais parce que dans les pays de vieille démocratie, elle était dangereuse, parce qu'elle ne permettait pas aux jeunes partis communistes de marquer leur opposition au vieux social-démocratie avec toute la clarté désirable, devant toute la classe ouvrière. Par contre, tous les opportunistes glissés dans la III^e Internationale, ont accepté sans aucune réticence cette tactique ; aucun d'eux ne s'est jamais alarmé de la difficulté qu'il pourrait y avoir à la pratiquer de façon rigoureuse dans l'esprit défini par Lénine. Ils comprirent au contraire que s'ils savaient s'y prendre, ils avaient là une bouée de sauvetage qui leur permettraient de ne pas être emportés par les eaux de la révolution. Orientant l'activité du parti vers la préparation électorale, plutôt que vers la préparation révolutionnaire, ils parvinrent assez rapidement à transformer les directives en faveur du « parlementarisme révolutionnaire » en parlementarisme tout court : c'est d'eux et d'eux seuls que les trotskystes sont les héritiers !

En nous abstenant non « à l'occasion » des prochaines élections, mais pour toutes les élections à venir sous le ciel de toutes les métropoles capitalistes, nous restons fidèles non seulement au communisme en général, mais à l'esprit de Lénine. Quant à la lettre, à la tactique du « parlementarisme révolutionnaire » qu'il préconisa dans les années 20, l'histoire a définitivement tranché : la rechute effroyable du mouvement ouvrier dans les bas-fonds de l'opportunisme, l'ampleur de l'influence contre-révolutionnaire acquise par l'idéologie démocratique et répercutée aux quatre coins du monde par le stalinisme n'a que trop confirmé la critique que nous fîmes de cette tactique il y a un demi-siècle. Aujourd'hui, comme il y a cinquante ans, ce qui distingue le communisme, c'est la dénonciation de toute forme de démocratie et la revendication de la dictature du prolétariat, et pour remplir cette mission, il n'y a nul besoin d'aucun « parlementarisme révolutionnaire », même authentique.

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Salle Lancry - 10, rue de Lancry (10^e)

Métro "République"

LE 16 FEVRIER 1973 A 20 H 45

PREPARATION ELECTORALE OU PREPARATION REVOLUTIONNAIRE